

PROMÉTHÉE

Organe de défense nationale des Peuples du

CAUCASE } GÉORGIE
AZERBAIDJAN
CAUCASE DU NORD

de l'Ukraine et du Turkestan



Directeur : Georges Gvazawa

SOMMAIRE

La démocratie autoritaire	<i>G. G.</i>
L'Italie et la Turquie	<i>Dr Mir Yacoub.</i>
Le régime soviétique et l'armée rouge	<i>Jean Charlet.</i>
Le problème des nationalités	<i>T. Chakman.</i>
La lutte contre le communisme et les nations opprimées de l'U.R.S.S.	<i>M. Danko.</i>
La situation en U.R.S.S.	<i>A. A.</i>
Revue de la presse : Le maréchaux soviétiques. — Le pacte franco-soviétique. — La famille chez les Soviets.	

CHRONIQUE : Caucase du Nord. — Ukraine .

Direction et Administration :

1, Square Léon-Guillot - PARIS (15^e).

PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale
des Peuples du Caucase, de l'Ukraine
et du Turkestan

La démocratie autoritaire

L'évolution politique de l'Etat polonais retient l'attention générale.

Le maréchal Rydz-Smigly a lancé le mot d'ordre : « la volonté organisée et dirigée ». Le colonel Adam Koc vient de lui donner toute la précision désirable dans son discours radiodiffusé le 21 février. Pour mieux comprendre la portée de ces actes dans l'évolution politique de la Pologne, il faut jeter un regard rétrospectif et se rappeler le régime institué par le maréchal Pilsudski.

Après la bataille de Varsovie, bataille qu'on compare non sans raison à celle de Salamine, car elle a brisé et refoulé les vagues de hordes jetées par Moscou à l'assaut de l'Europe, Pilsudski se trouvait au sommet de sa gloire. Il eût été porté au pouvoir suprême par l'amour et l'admiration de tout un peuple. Il eût pu instituer n'importe quelle dictature. Mais non, il n'a pas voulu de cela. Imprégné d'esprit européen et même d'idées avancées, il gardait la foi dans la vertu de la démocratie. Après son éclatante victoire sur le champ de bataille qui consacra définitivement l'indépendance du pays, il s'était presque effacé de la scène de politique intérieure, espérant toujours

que les principes démocratiques allaient s'adapter aux conditions spéciales de la vie nationale de la Pologne. Hélas ! la réalité n'a pas répondu à ses espérances : la démocratie parlementaire a abouti à l'instabilité et au désordre ou bien elle s'est transformée en une sorte de domination absolue des partis sur la vraie nation.

C'est alors que Pilsudski se décida de sortir de l'ombre pour mettre un terme à l'anarchie des politiciens. Le coup de force a réussi. Pilsudski est de nouveau maître de la situation. Il reçoit l'approbation unanime de l'assemblée nationale qui, en signe de reconnaissance, le porte à la magistrature suprême de l'Etat. Pilsudski décline cet honneur. Ce qu'il veut ce n'est pas un régime dictatorial, c'est la prospérité nationale qui, d'après lui, ne peut renaître que de l'union de tous les éléments sains de la nation groupés sous l'égide d'un gouvernement affranchi de la lutte des classes et des partis. Il ne veut porter la moindre atteinte à la liberté des citoyens, ce qu'il veut c'est écarter de tout contrôle de l'Etat et de la vie publique les partis politiques qui trop souvent ont paralysé l'action gouvernementale.

C'est de ces tendances en apparence contradictoires qu'est issu le régime particulier attaché au nom de Pilsudski, où le maître du pays se borne à exercer, le plus souvent dans la coulisse, un rôle d'arbitre sur un groupe de collaborateurs assumant les responsabilités directes du pouvoir. Ce n'est pas la dictature au sens propre du mot, ce n'est pas non plus une démocratie. On l'a appelé « la dictature occulte », il serait plus exact de lui donner le nom de « démocratie autoritaire », car l'idée essentielle qui est à la base du régime n'est autre que la collaboration étroite et confiante de tous les éléments sains de la nation en vue de la consolidation de l'Etat et de la sécurité nationale. Il ne faut pas oublier que la Pologne se trouve dans une situation très spéciale. Sa position géographique, dans le voisinage immédiat de la Russie soviétique, est particulièrement dangereuse. Pendant les dix-huit premières années de l'existence de la Pologne nouvelle, tout a dû être subordonné à la préoccupation de garantir la sécurité de la nation et par là même l'armée est devenue le facteur essentiel de toute la vie nationale.

C'est encore cette idée qui commande l'effort actuel du maréchal Rydz-Smigly.

Son porte-parole, le colonel Adam Koc, a souligné avec force que l'armée doit rester le centre de ralliement de toute la nation et que l'idéal de tous les Polonais doit être le renforcement constant de la puissance et de la sécurité de l'Etat. Il fait un vibrant appel à l'union nationale dans son discours radio-diffusé. Voici les passages essentiels de ce discours-programme :

LE RESPECT DE LA CONSTITUTION

Après avoir rappelé les discours du maréchal Rydz-Smigly dans lesquels le

maréchal donna le mot d'ordre de la consolidation nationale et invita la nation à créer dans son sein « une volonté organisée et dirigée », le colonel Koc insista en premier lieu sur l'importance de la Constitution en tant que base de l'ordre public et souligna ensuite le rôle de l'armée créée par le maréchal Pilsudski qui désigna comme son successeur le maréchal Rydz-Smigly. Aujourd'hui, l'armée est le centre de ralliement de toute la nation.

La déclaration met au premier plan la notion de l'Etat comme seule force garantissant le développement de la nation.

PAS DE COMMUNISME EN POLOGNE

Au sujet des problèmes économiques et sociaux la déclaration constate qu'aucune doctrine au service d'un seul groupe social ne saurait convenir à la Pologne. C'est pourquoi le communisme ne saurait avoir place dans la République. La Pologne communiste cesserait d'être polonaise. Chaque Etat choisit le régime qu'il tient pour le meilleur. La Pologne repoussa le communisme sur les champs de bataille en 1919 et en 1920.

L'ORGANISATION ECONOMIQUE

Les forces défensives de l'Etat, a expliqué ensuite le colonel Koc, exigent l'organisation de la vie économique.

Dans le domaine du travail, la déclaration insiste sur la nécessité d'utiliser les forces actuellement inemployées.

Le principe essentiel doit être le maintien de la propriété privée, de l'esprit d'initiative individuel, le droit étant réservé à l'Etat d'exercer un contrôle sur le développement harmonieux de l'ensemble de la production, en par-

ticulier dans les industries travaillant pour la défense nationale.

Comme structure sociale, la Pologne a pour base de larges masses d'ouvriers et de paysans. Il faut avant tout prendre soin du sort de ces classes sociales, de leur bien-être, de leur culture et de leur esprit civique.

La haine de classes, affirme enfin la déclaration, est étrangère à l'esprit polonais, et l'Etat doit s'opposer à toute tentative de subordonner la vie nationale à des directives venant du dehors.

LE PROBLEME RURAL

La déclaration considère ensuite comme essentiel le problème rural, montrant la nécessité absolue :

1° De la transformation du régime agraire dans le sens de l'augmentation des propriétés paysannes sans réduire la production agricole ;

2° Le remembrement et des améliorations tendant au relèvement du niveau de la culture agricole ;

3° La rationalisation des échanges ;

4° Une action législative visant à empêcher l'anéantissement de la propriété ;

5° L'accessibilité à des crédits à des taux réduits ;

6° Le développement de l'instruction publique.

Tous ces moyens ne pouvant pas remédier au surpeuplement des campagnes, il faut chercher à développer l'industrie et à favoriser l'essor des villes.

LA QUESTION DES MINORITES ET LES EXCES ANTISEMITES

Passant au problème des minorités, le colonel Koc affirme le respect de leurs particularités dans les limites compatibles avec l'intérêt de l'Etat.

Il donne comme directives dans ce domaine le désir de collaboration fraternelle, de travail en commun pour la grandeur de la Pologne.

Il désapprouve nettement les excès antisémites, mais reconnaît, par contre, comme légitime la tendance de la nation polonaise à se rendre économiquement indépendante.

Terminant sa déclaration, le colonel Koc tend la main à tous ceux qui partagent les vues exposées et, abandonnant les ambitions personnelles ou de partis, désirent prendre part à l'effort commun.

La déclaration du colonel Adam Koc a été radio-diffusée par tous les postes polonais.

Dans les grandes villes, des mégaphones étaient installés aux principaux carrefours.

Quelques heures après la proclamation, des adhésions arrivaient au secrétariat du groupement du colonel Koc : l'Union des tirailleurs, comptant un demi-million de membres, l'Union des boy-scouts, la Fédération des anciens combattants, l'Union des officiers de réserve ont déjà adhéré au mouvement.

Nous sommes convaincus que « la volonté organisée et dirigée » de la Pologne saura vaincre tous les obstacles qui se dressent sur son chemin et s'acquitter de sa mission historique dans l'intérêt de la liberté des peuples et de la civilisation.

G. G.



L'Italie et la Turquie

L'un des faits les plus marquants du début de la saison diplomatique de 1937 est la rencontre à Milan des deux ministres des Affaires étrangères de Turquie et d'Italie. Il convient de faire tout particulièrement remarquer que la diplomatie turque a, ces derniers temps, manifesté une très grande activité et non sans succès. L'on peut, à titre d'exemple, signaler les résultats heureux obtenus par la Turquie républicaine dans les questions des Détroits et du Sandjak d'Alexandrette. A ces heureux résultats, il convient d'ajouter ceux obtenus au cours des pourparlers entre M. Rustu Aras et le comte Ciano.

Il n'est pas sans intérêt de s'arrêter sur la rencontre de Milan.

Après la venue au pouvoir de M. Mussolini, un certain refroidissement, basé peut-être sur un manque de confiance réciproque, se manifesta dans les rapports entre l'Italie et la Turquie. Ce refroidissement continua à persister, en dépit du traité d'amitié de 1928 conclu entre les deux pays et renouvelé en 1930.

L'on se souvient qu'après la stabilisation du régime soviétique, les deux gouvernements d'Italie et de Turquie, eurent une même orientation politique, par rapport à Moscou et à l'Est-Européen. Après Ankara, Rome ne tarda pas à conclure avec Moscou des accords d'un caractère économique et politique. Il n'a pas échappé à ceux qui ont suivi la marche des événements, ces derniers temps, qu'il existe une concordance de vues entre la politique extérieure de M. Mussolini et celle de Kemal Ataturk. Il fut même un temps où M. Mussolini prit l'initiative de la création d'un pacte entre Etats du bassin

méditerranéen et, si ce pacte ne put se réaliser, la faute n'en est point à la Turquie ni à l'Italie.

La réalisation de ce pacte se heurta au refus de la Yougoslavie qui s'opposa à la pénétration de l'influence soviétique dans les Balkans et qui, d'autre part, ne voulait pas refroidir ses rapports avec la France, cette dernière n'étant pas encore en relations officielles avec Moscou, liée à l'époque à l'Allemagne en vertu du traité de Rapallo.

Bien que les rapports entre l'Italie et la Turquie fussent extérieurement d'une correction parfaite, il était cependant facile d'observer, pour qui-conque suivait la vie politique de ces deux Etats, qu'une méfiance réciproque les séparait. Et cette méfiance apparut nettement après que la Turquie commença à s'inquiéter des mesures prises par les Italiens, en vue de renforcer les bases terrestres, navales et aériennes des îles de Rhodes et du Dodécanèse. Les Turcs craignaient une expansion du fascisme dans le bassin méditerranéen et en Orient. Cette inquiétude était d'autant plus justifiée que les aspirations de l'Italie n'avaient point été satisfaites et que l'entrée en guerre de cette puissance avait été conditionnée aux stipulations du traité secret de Saint-Jean-de-Maurienne en 1915, et l'on sait qu'en vertu de ce traité, la part du lion avait été réservée à l'Italie dans la Turquie d'Asie. Le Congrès de Versailles ne répondit point aux espérances de l'Italie qui en ressentit une profonde amertume; elle en sortait les mains presque vides. Le Congrès de Versailles venait ainsi de porter un coup terrible à l'amour-propre de l'Italie, comme grande puissance

ce. L'une des causes principales de mécontentement du peuple italien à l'égard de son gouvernement, mécontentement qui vint, en partie à l'aide du fascisme, fut précisément l'atteinte portée à l'autorité de l'Italie. Après l'arrivée au pouvoir de M. Mussolini, l'Italie renaquit et se consolida ; dès lors, la question tendant à l'acquisition de territoires pour l'excédent de population italienne se posa impérieusement devant le gouvernement fasciste. Avec M. Mussolini, cette impérieuse nécessité du peuple italien reçut son expression sous forme de revendications territoriales. La situation géographique des îles italiennes près des côtes anatoliennes et leur fortification parallèlement avec les vagues discours de M. Mussolini sur les voies de développement de l'ancien Empire Romain suscitèrent dans l'esprit des Turcs une vive inquiétude qui ne pouvait point ne pas influencer les rapports entre les deux pays.

Il est certain que dans cette question les bolcheviks ne furent pas sans jouer un rôle fort important. De source parfaitement sûre, nous savons qu'à plusieurs reprises, Moscou mit en garde Ankara contre de prétendues propositions qui lui auraient été faites à Rome par l'Italie, voire même à Moscou et qui ne tendaient rien moins qu'à conclure un accord en dehors de la Turquie et sur son compte. Le but de Moscou était simple : il s'agissait d'isoler la Turquie et de la tenir dans la crainte afin de mieux la retenir dans son orbite. Dans les milieux turcs, certains politiciens prêtaient l'oreille à la provocation soviétique et il en résultait une certaine tension des esprits.

Grâce à nos rapports avec certaines personnalités officielles de l'Italie fasciste, il a été possible d'avoir toutes explications et assurances en ce qui con-

cerne le désir de l'Italie de vivre en amitié avec la nouvelle Turquie et par elle avec les peuples du Proche-Orient ; il apparaissait ainsi qu'une agression italienne contre cette nouvelle Turquie républicaine animée d'un puissant esprit nationaliste aurait été une pure folie, et que le fait de troubler les relations entre deux Puissances méditerranéennes entraînerait dans le dessein d'une seule tierce Puissance dans le but de jeter la suspiscion sur l'Italie fasciste, de dresser contre elle, non seulement la Turquie, mais aussi le puissant nationalisme en pleine renaissance qui s'est emparé des peuples du Proche et du Moyen-Orient où le prestige de la Turquie est énorme.

En toute objectivité, il faut bien reconnaître que la Turquie avait des raisons de se méfier de l'Italie. Comment expliquer en effet, les travaux de fortifications entrepris par l'Italie dans les îles du Dodécanèse et de Rhodes ? Contre qui étaient-ils dirigés ? Dans cette partie de la Méditerranée, personne ne menaçait les intérêts de la Turquie, si bien que les explications, pas plus que les efforts des partisans de l'amitié italo-turque n'avaient aucun crédit, aucun succès. Les « avertissements » de Moscou avaient une base solide, irréfutable.

La tension entre la Turquie et l'Italie s'accroît encore après la déclaration de guerre à l'Ethiopie. Lorsque la S.D.N. décida l'application de sanctions économiques contre l'Italie avec l'appui des représentants de 50 Etats, le rôle de la Turquie s'en trouva accru, du fait de sa situation géographique et stratégique et aussi, en raison de son influence sur le monde musulman. L'Italie était inquiète à l'idée que la Russie pourrait bien pousser la Turquie dans un conflit avec elle et, d'autre part, du fait du rapprochement an-

glo-turc. Nous sommes parfaitement convaincus que la Turquie ne nourrissait aucune arrière-pensée à l'égard de l'Italie. Si elle avait signé le protocole des sanctions, c'est qu'elle y avait été contrainte par esprit de solidarité et pour ne pas jouer le rôle de briseur de grève. Pour tout esprit objectif, la Turquie ne pouvait agir autrement sans courir le risque de se trouver isolée et de dresser contre elle la Russie et l'Angleterre.

Au cours de la campagne italo-éthiopienne, la Russie soviétique plus que tout autre pays a travaillé contre l'Italie, mais toute l'avalanche de reproches était dirigée contre l'Angleterre et la Turquie, ce qui est fort compréhensible.

La situation changea du tout au tout après que l'Italie fasciste victorieuse termina la guerre d'Ethiopie. En connexion avec cet état de choses, les relations entre l'Angleterre et l'Italie et entre l'Italie et la Turquie changèrent. La situation prit un tout autre caractère. La soif territoriale de l'Italie s'apaisa ; elle reçut entière satisfaction en Afrique orientale. Le fait accompli en Ethiopie fut accepté comme tel en Europe. Les rapports entre l'Angleterre et l'Italie s'améliorèrent et prirent un caractère normal, au point que tout récemment, un « gentlemen's agreement » a été signé. Après cet accord, l'atmosphère de défiance de la Turquie par rapport à l'Italie s'est dissipée. Dans cet accord la Turquie a vu une garantie du *statu quo* dans le bassin méditerranéen, voire même une base pour un rapprochement italo-turc. Ainsi que le signale la presse, au cours des entretiens de Milan, la Turquie a décidé de reconnaître l'annexion de l'Ethiopie à l'Italie. En échange, cette dernière a promis d'adhérer à l'accord de Montreux sur la question

des Détroits. Rustu Aras, ministre des Affaires étrangères de Turquie a déclaré aux journalistes que l'accord était en fait atteint et que sa mise au point officielle n'est que l'affaire de quelques jours. Cependant l'Italie formula quelques réserves quant au droit accordé à l'Union soviétique de faire passer sa flotte dans la Méditerranée. Cette réserve de la part de l'Italie a été motivée par la crainte que l'apparition d'une flotte soviétique dans la Méditerranée puisse créer une menace pour la paix dans le Proche-Orient. La rupture de l'équilibre qui existe en ce moment dans le bassin méditerranéen est inadmissible, aussi bien dans l'intérêt de l'Angleterre et de la France que dans celui de l'Italie et de la Turquie.

D'une manière générale, si les entretiens de Milan n'ont point encore réglé tous les problèmes politiques de l'heure, entre la Turquie et l'Italie, une base favorable à de nouveaux entretiens en vue d'une solution définitive des questions en suspens n'en a pas moins été créée.

Cette rencontre a montré également qu'aucune divergence de vues ne sépare plus ces deux Etats et qu'une nouvelle collaboration dans le domaine politique aussi bien qu'économique leur est dictée par leurs propres intérêts.

Le rapprochement italo-turc marque certainement le point de départ d'une large stabilisation dans le bassin oriental de la Méditerranée et dans l'Est européen ; il ouvre en outre de larges perspectives à de nouvelles possibilités dont de nouveaux accords laissent prévoir les heureux résultats.

L'accord anglo-italien, de son côté, sera le pilier de cette amitié ; il ne manquera pas d'ouvrir une nouvelle page dans l'histoire diplomatique de l'Europe orientale et du Proche-Orient.

D^r Mir YACOUB.



Le régime soviétique et l'armée rouge

C'est aux bandes rouges, peu à peu transformées en armée régulière, que l'U. R. S. S. doit son existence. L'armée rouge, enfant chéri de la révolution, fut aussi l'objet de tous ses égards. C'était la base même du régime soviétique, complétée, il est vrai, par les troupes du Commissariat de l'Intérieur, destinées, telle une garde mobile, à réprimer tout soulèvement de la population. Comme suite à la transformation de nombreuses divisions territoriales en divisions de combat, la différence entre l'armée « pour l'étranger » et l'autre « pour l'intérieur » s'atténua, dorénavant chaque régiment de l'armée rouge étant à même de remplir toute besogne militaire ou policière.

**

Cet état des choses ne fut possible que grâce à la personne de Klim Vorochilov, commandant-en-chef de l'armée et Commissaire à la Défense Nationale. Le maréchal de l'Union Soviétique Vorochilov, joue en Russie le même rôle que son camarade allemand, le feldmaréchal von Blomberg, ancien ministre de la Reichswehr et maintenant, le réarmement du III^e Reich presque accompli — le Reichskriegsminister. Vorochilov est aussi dévoué à Staline que Blomberg à Hitler. Les deux maréchaux ne sont, du reste, nullement de grands soldats ; leur fort c'est d'être de bons administrateurs. Seulement, les Chefs ne sont pas seuls : si Blomberg ferait tout pour Hitler et le régime national-socialiste, le général baron von Fritsch, son brillant second, se borne à utiliser cent pour cent les possibilités du

développement que le régime actuel offre à l'armée ; et si Vorochilov est bel et bien l'adjudant des bolchéviks, ses deux collègues — Toukhatchevski et Blücher — ne rêvent qu'au rôle d'un Napoléon rouge. Quant à l'armée — nous revenons maintenant à l'armée rouge — elle est en proie à une crise violente que les Soviets tâchent de cacher aux yeux de l'étranger. Ce n'est pas la première crise que traverse « l'édifice éprouvé » de « l'armée rouge des ouvriers et des paysans ». Deux fois, au moins, l'ordre dans l'armée fut troublé ; chaque fois, du reste, les Soviets ont fait l'impossible, pour ne pas laisser transpirer les informations pouvant compromettre la prétendue solidité du régime.

La première fois, ce fut en 1929, lors de l'exil de Trotski. De nombreux « commandants rouges », liés personnellement à l'ancien généralissime de l'armée, ont manifesté leur réprobation. Les soldats qui ne connaissaient Trotski que de nom, restaient tranquilles. Staline profita du mouvement pour soigner sa popularité dans les rangs de l'armée ; c'est depuis que toutes les victoires que l'armée soviétique a remportées, sont dues à « notre grand Staline », tandis que Trotski est chargé de la responsabilité de toutes les défaites. Soit dit en passant, que bien que les faits d'armes de Staline au cours de la guerre civile aient prouvé son courage personnel, il n'y a pas de comparaison entre ses mérites militaires et ceux de Trotski véritable organisateur de l'armée rouge.

La révolte de l'armée en 1932 a eu un aspect beaucoup plus grave. Cette fois-

ci c'étaient de simples soldats, paysans pour la plupart qui, affolés par des messages reçus de leurs villages, commençaient à protester violemment. Il va sans dire qu'à la révolte sociale s'est jointe tout de suite la révolte des soldats non-russes. La campagne russe traversait alors une de ces crises qui caractérisent le niveau encore si primitif de l'agriculture dans l'Est européen ; les premiers effets de la collectivisation forcée se faisaient durement sentir. C'est d'après un économiste distingué, grand connaisseur des affaires de Russie que cette époque a été nommée « la symbiose de la corvée des kolkhoz et de l'économie privée à l'état de nain ». Et comme 70 p. 100 de l'armée rouge sont composés de paysans, il y aurait eu, peut-être, une vraie révolte militaire, si Vorochilov n'avait réussi à calmer les esprits par ruse, par force ou par persuasion. Les deux candidats-Napoléon, Toukhatchevski et Blucher étant loin de Moscou, le calme revint peu à peu et tout rentra dans l'ordre..

Il est utile d'insister sur la popularité extraordinaire du maréchal Blucher, parmi les cadres de l'armée détachée en Extrême-Orient, dont il assume le commandement. Des observateurs malicieux supposent même, que c'est grâce à Blucher que le gouvernement japonais obtient sans cesse de nouvelles concessions de la part de Moscou, les maîtres du Kremlin ayant peur qu'en cas de guerre russo-nippone l'étoile de Blucher n'éclipse tous les dieux et demi-dieux de l'Olympe de l'U.R.S.S. L'explication vaut ce qu'elle vaut, mais elle reflète assez bien le courant de méfiance de tous envers tous, fait caractéristique du régime soviétique.

**

Dès le début, l'armée russe soviétique, fut encadrée des chefs dits « militaires » et de chefs « politiques ». Cette dualité de commandement qui se repro-

duisait à chaque degré hiérarchique, en commençant par la simple compagnie pour ne finir qu'à l'état-major général de l'armée, a créé pas mal d'inconvénients, mais a contribué finalement à la « bolchévisation » de l'armée rouge. Le commissaire politique en chef, Gamarnik, est un collaborateur des plus proches du maréchal Vorochilov. Aujourd'hui, où la plupart des commandants rouges appartiennent au parti communiste, le rôle du commissaire politique à l'armée est devenu moins important que pendant l'époque « héroïque » du régime. En général, le commissaire politique est devenu, en quelque sorte, l'adjoint du commandant. Pourtant, tous les chefs de l'armée rouge ne se sont pas facilement pliés à la dictature qu'exerçaient, dans le temps, les commissaires politiques. Toukhatchevski, dans un petit bouquin, édité déjà en 1921 (« La guerre des classes »), souligne que « la politique ne doit pas influencer la stratégie » ; et quelques pages plus loin, le futur maréchal de l'Union Soviétique ne craint pas d'affirmer que « le système des commissaires influence défavorablement la qualité de l'armée ». Et plus loin : « On peut affirmer que la discipline ne sera définitive que lorsque l'unité de commandement aura été réalisée ».

Seulement... les commissaires politiques furent introduits dans l'armée au temps de Trotski, pour veiller sur l'interprétation « léniniste » du marxisme. Les deux procès de Moscou — ainsi que le troisième en préparation, ont divisé en camps adverses aussi bien les fonctionnaires que les officiers. Le G. P. U. — le trop mou Yagoda éliminé — a voulu poursuivre son nettoyage — la « tchistka » non seulement aux sommets de la hiérarchie civile mais également dans l'armée. Les maréchaux rouges se sont opposés à des mesures qu'ils ont jugées inadmissibles : quand la police politique a voulu procéder à des arrestations, ce furent les policiers

que l'armée envoya dans les cachots. Staline dut intervenir personnellement ; il décréta l'indépendance absolue de l'armée, exception faite, toutefois, des agents militaires soviétiques, se trouvant en mission à l'étranger. C'est pourquoi le général de division Poutna, ancien attaché militaire des Soviets à Londres et l'un des officiers généraux rouges les plus qualifiés, reste en prison. Les maréchaux ayant remporté la victoire en principe, les questions personnelles restent au second plan.

**

Entre temps, Staline a fait tout pour contenter « ses soldats ». Il a rétabli les titres d'officiers dans l'armée et créé des lieutenants, des colonels et des commandants de corps d'armée, exception faite du titre de général lequel est considéré encore en Russie comme éminemment réactionnaire. Il n'en a pas été de même pour le grade de maréchal, dont « l'invincible armée rouge » a jugé indispensable d'avoir cinq représentants. Je me souviens même d'avoir lu, dans la « Pravda », un article plein de fiel, à propos d'une information parue dans la presse étrangère, où l'on ne mentionnait que quatre maréchaux, diminuant ainsi, avec une mauvaise foi évidente, la grandeur et l'importance de la patrie (sic!) soviétique. Une pluie de décorations s'est abattue sur l'armée ; non seulement le nombre de décorations est supérieur à celui des autres armées, mais encore — tout comme en Italie — la qualité de décoré précède le nom propre ; on dit en U. R. S. S. « ordenonosets » (« porteur de décoration ») comme à Rome « cavalieri » ou « commendatore ». L'ordre de Lénine, celui du Drapeau rouge, un autre de l'Etoile rouge, l'ordre du drapeau rouge la médaille de « cavalier de Vorochilov » certains conférés deux, trois ou quatre fois — ont remplacé les Saint-Georges, les Vladimir et les Anne de l'ancien régime.

C'est du reste consciemment que Staline renoue les traditions du passé. Les armées autonomes cosaques ont été rétablies, pour faire adhérer au nouveau régime les soldats-colons, persécutés pendant les dix premières années de la domination soviétique. Aussi ne faut-il pas compter trop sur le loyalisme de cette troupe. Elle profite de l'occasion et se tient tranquille. C'est tout.

**

Après les remarques précédentes, il nous sera possible de tirer quelques conclusions. Tant que Vorochilov restera à la tête de l'armée rouge et ne sera pas débordé, on peut compter sur sa loyauté. Mais il suffira que le régime commence à craquer, pour que des « têtes brûlées », nourries de l'idéologie de la « guerre des classes », fassent un coup d'état militaire, pour s'emparer du pouvoir suprême. L'armée rouge est très loin du Kremlin non seulement du point de vue social, mais aussi du point de vue national. Cette armée est loin de se composer de Russes seuls. Au contraire, toutes les nations, opprimées par les Soviets, y sont représentées. Deux régions militaires seulement, de l'immense territoire russe, peuvent être considérées, comme disposant de troupes de nationalité russe. Ce sont celles de Moscou et de Leningrad. Les autres offrent, par contre, un mélange de toutes les races ; nombre de régiments ne comprennent même pas le russe, tel que le régiment bouriato-mongol. La région militaire de Blanche - Russie accuse, évidemment, une prédominance de Russes Blancs ; celle d'Ukraine — d'Ukrainiens ; la région militaire de la Volga est peuplée de races n'ayant rien de commun avec les Russes ; la région du Caucase du Nord ainsi que l'armée spéciale transcaucasienne disposent, pour la plupart, de troupes cosaques, géorgiennes, turkes-azéries arméniennes etc... De

même, les régions militaires d'Asie Centrale, de Sibérie, de l'armée spéciale d'Extrême-Orient et du commissariat militaire du Kazakhstan ont des troupes formant une véritable gamme de nationalités et dont les « Grand-Russes » ne constituent que la moitié à peine.

Nous avons donc 50 p. 100 de l'armée qui ne sont pas des Russes — 21 p. 100 étant des Ukrainiens, plus de 3 p. 100 des Russes - Blancs, 5,7 p. 100 des Turkestaniens, plus de 3 p. 100 des Tatares, 3,3 p. 100 des Transcaucasiens, abstraction faite d'autres contingents nationaux.

Du point de vue parti, l'armée comptait : en 1925 — 19 % de communistes ; en 1930 — 34,4 p. 100 et en 1935 49,3 % Donc 51 % de l'armée n'appartiennent

pas au parti par les temps de crise que traverse l'U. R. S. S., les perspectives de loyauté de l'armée ne sont rien moins que sûres.

Le cas échéant, le coup d'état militaire peut très bien se faire en deux temps : tout d'abord — institution d'une dictature militaire. Cette dictature ne sera pas acceptée par les peuples non - russes et provoquera une dislocation de l'Union.

Il faut donc se garder de surestimer la valeur de l'armée rouge en cas de conflit international, puisque cette armée, après tout ce que nous venons de constater, n'est qu'un colosse aux pieds d'argile.

Jean CHARLET.

Le problème des nationalités

Nul n'ignore que l'ancien empire de Russie et l'actuelle U.R.S.S. est l'un des plus vastes organismes d'Etat qu'on puisse concevoir, organisme qui s'est constitué dans le développement de l'histoire d'innombrables nationalités et groupements ethniques.

Le seul facteur ayant lié ces nations pour en former un Etat unique est la force brutale et la forte volonté organique de la tribu slave grand-russienne avec sa tendance vers l'esprit de conquête et d'asservissement de nombreuses nations.

Du fait de cette impulsion capitale de violence pour former cet Empire Est-Européen, des forces centrifuges sont entrées en action et se sont développées.

Il ne saurait être question, dans le cadre de cet article de donner une image complète de cet Etat difforme qui

s'est développé sous le spectre de la Grande-Russie autocratique. Il suffit de jeter un coup d'œil sur le Caucase, avec la Géorgie, l'Azerbaïdjan, les peuples nord - caucasiens, sur le Turkestan à population turke, sur la Crimée, la Bachkirie, l'Idel-Oural, sur l'Ukraine et leur culture et dont les proportions de territoire aussi bien que de la population ne sont guère inférieures à celles de l'usurpateur, sans parler des multiples groupements mongols de Sibérie, etc., pour se convaincre que seule la violence a pu rendre possible la création et l'existence d'un semblable colosse d'Etat. Le tableau de ce que nous avançons sera encore plus saisissant si nous rappelons qu'à la veille de la guerre ce vaste empire de l'Europe orientale englobait une partie de la Pologne actuelle, la Lettonie, la Lithuanie, l'Estonie, la

Finlande et que cette sixième partie du globe était gouvernée par la Grande-Russie. Or cette dernière, au point de vue culturel et spirituel était au-dessous de nombreuses nations ployées sous son joug.

Il n'est pas, d'autre part, sans intérêt de rappeler que l'appareil gouvernemental de l'Etat « russe » était composé, depuis sa création, d'étrangers venus du dehors et que la plupart des tsars russes étaient également d'origine étrangère. Seule l'autocratie russe paradoxale pouvait enfanter le communisme russe, non moins paradoxal. Non moins remarquable et non moins symptomatique est l'héritage reçu de l'idée impérialiste entre ces régimes historiques. Si l'autocratie russe a étendu sa puissance sur une sixième partie du globe, le communisme russe, lui ne prétend rien moins que de se saisir du monde entier. Ajoutons que les deux régimes cachent ou justifient leurs instincts spécifiques réels et la cruauté de leurs méthodes par des raisons d'ordre idéologique. L'autocratie menait la lutte pour le triomphe de l'orthodoxie, tandis que le communisme russe est l'illusion de l'empire de la classe ouvrière sur la terre. Ainsi l'autocratie, aussi bien que le communisme peuvent se concevoir en Europe orientale, à la condition de disposer de l'appareil d'Etat, du pouvoir et du facteur militaire : l'armée.

Mais l'autocratie a reçu une tragique leçon en misant sur la violence et l'oppression, c'est pourquoi les nations asservies par la Russie nourrissent de sérieux espoirs, du fait que l'Union soviétique ne saurait éviter le sort de l'autocratie. Dans leur lutte incessante et sanglante pour la liberté, ces nations puisent leur force et leur foi dans le triomphe de la justice et du bien sur l'oppression et la violence.

La grande guerre et la révolution apportèrent la libération à des peuples limitrophes, mieux préparés politiquement et mieux oragnisés, tels que la Pologne, la Finlande, etc. Il est vrai aussi que les conjonctures politiques de l'Europe occidentale à la fin de la guerre, se prêtaient à cette libération. Comment pourrait-on douter que dans un avenir prochain la libération nationale du Caucase, de l'Ukraine, du Turkestan qui ont souffert de l'oppression de deux régimes russes, ne se réalise ? Ces pays, au point de vue historique et psychologique sont parfaitement préparés pour leur indépendance. La possibilité pour les Russes d'une domination plus ou moins lourde dans nos pays ne peut s'exercer qu'avec l'application d'un système d'occupation effective, attendu que les nations opprimées par la Russie sont supérieures au point de vue moral et matériel à leurs oppresseurs. Le début de la période révolutionnaire russe a nettement démontré l'irrésistible volonté d'indépendance de ces nations. En 1918 fut proclamée l'indépendance des républiques du Caucase, de la Géorgie, de l'Azerbaïdjan, du Caucase du Nord ; elle fut reconnue hypocritement par le pouvoir des Soviets lui-même. En Ukraine se dessina un puissant mouvement national-libérateur. Ce n'est que du fait du manque de temps et du coup d'Etat bolchevik d'octobre en connexion avec l'anarchie qui s'empara du territoire de l'ancien Empire russe, suivie d'une affreuse guerre civile, que ces républiques ne purent achever leur organisation intérieure et commencer à consolider leurs positions pour la défense en commun de leurs libertés.

Hâtons-nous d'ajouter qu'avec la fin de la guerre, une ère de surestimation des valeurs se manifesta en Europe occidentale. La carte de l'Europe se

transforma ; de nouvelles formations d'Etat apparurent, tandis que de profondes divergences des disciplines idéologiques se manifestaient et se maintenaient jusqu'à ce jour : déception concernant le régime démocratique dans certains pays, remplacé par des dictatures nationalistes, lutte des anciennes traditions démocratiques contre de nouvelles doctrines antidémocratiques dans d'autres pays. En présence de ces faits, l'Europe sans cesse en haleine, finit par se désintéresser des nations opprimées de Russie. Bien mieux, insensiblement, elle fut amenée à reconnaître la Russie soviétique.

Il ne restait plus, dès lors, aux nations opprimées que de lutter pour leurs droits à l'indépendance en ne comptant plus, désormais, que sur leurs propres forces.

Du jour de la création de la S.D.N., les peuples opprimés mirent tous leurs espoirs en cette institution. Malheureusement, la S.D.N. n'a pu disposer jusqu'à présent, de l'autorité et de la puissance nécessaires et, de ce fait, elle a déçu les petites nations dont elle était appelée à défendre les intérêts. Ajoutons qu'en acceptant la Russie soviétique comme membre de la S.D.N., un coup sensible a été porté à la cause des nations opprimées de l'Est européen.

Cet acte n'a pas manqué de susciter une brusque réaction à l'égard de la S.D.N., de la part des milieux politiques de ces nations dont les sympathies de certains groupement nationalistes se sont détachées de l'organisme de Genève. En outre, les avantages que retire de la grave situation politico-militaire qui règne en Europe occidentale, la Russie soviétique, ne pouvaient échapper à l'attention toute particulière des milieux politiques des nations

opprimées. L'erreur fatale des dirigeants de la politique européenne a toujours consisté en ce que ces dirigeants ont considéré l'empire de l'Est-Européen comme une réelle formation légale d'Etat.

Il n'en est pas moins vrai, d'après l'auteur de ces lignes, que l'orientation, l'attitude des représentants politiques des nations asservies par rapport aux étroites doctrines politiques de l'Europe occidentale, qu'elles soient fascistes, démocratiques ou nationalistes, ne répond pas entièrement aux aspirations des peuples opprimés de la Russie soviétique. Les idéaux fondamentaux de la S.D.N. sont la base la plus désirable, celle vers laquelle doivent s'orienter les petits peuples dans leur lutte pour la défense et la triomphe de leurs droits nationaux et d'Etat. C'est donc vers le renforcement, vers le succès définitif de l'idée de la S.D.N. que doivent tendre nos désirs, et cela n'a rien que de tout naturel.

La grande guerre a apporté la libération de nombreux peuples opprimés. Il faut espérer que les secousses internationales ultérieures apporteront la libération des peuples encore asservis. Tel est le processus impérieux de la vie et de l'histoire, du processus qui protège véritablement les nations opprimées dans leur juste lutte pour leurs droits naturels.

Les leçons pratiques de la vie ont montré combien le problème des petits peuples est d'actualité, attendu que la libération et le développement de l'état indépendant des peuples encore asservis sont un gage de progrès culturel, un gage de vie et de paix sur la terre.

Les dirigeants et les idéologues de la S.D.N. ne sauraient méconnaître cette vérité.

T. CHAKMAN.

La lutte contre le communisme et les nations opprimées de l'URSS.

Les hommes d'Etat qui veulent conserver la situation politique actuelle en Europe protestent contre la création de fronts idéologiques hostiles. Ils comparent même notre époque à celle qui fut témoin des guerres religieuses. Mais « comparaison n'est pas raison ». Les conflits politiques actuels ne reposent pas sur des bases idéologiques, mais bien sur des faits positifs. Si l'une ou l'autres des parties hostiles veut cacher ses intérêts concrets sous un drapeau idéologique, comme on l'a fait pendant la guerre mondiale, il faut arracher ce drapeau au nom de la vérité. Il n'y a pas à présent de fronts idéologiques en Europe. Il y a des Etats qui sont les alliés de Moscou, mais ils ne manqueraient pas de protester si quelqu'un allait suggérer que leur idéologie tient du bolchevisme. On ne saurait dire également que le socialisme-national allemand et le fascisme italien sont des éléments d'une même idéologie.

Les efforts démagogiques du gouvernement de Moscou qui tendent à rassembler tous ses adversaires sous le toit commun du « fascisme » ne doivent tromper personne. Le gouvernement soviétique a besoin du spectre fasciste pour se faciliter la création de « fronts populaires » dans les pays « démocratiques » et pour les mettre au service de l'impérialisme moscovite. La lutte contre le communisme qui réunit à présent trois grandes puissances, sans compter quelques autres Etats de moindre importance, est dirigée pratiquement contre le centre communiste moscovite, contre l'action de l'impéria-

lisme moscovite en Europe et en Asie. Il va de soi que la III^e Internationale n'est qu'un instrument de la politique du Kremlin. La conclusion de l'accord germano-japonais pour une lutte contre le communisme a provoqué une violente campagne de presse en U.R.S.S. contre ces Etats qu'elle accuse de préparer la guerre contre l'U.R.S.S. Ainsi, le gouvernement soviétique a clairement démontré que le communisme c'est Moscou et que la III^e Internationale se confond avec le Kremlin. Le communisme et l'impérialisme moscovites sont deux appellations qui désignent une seule et même chose.

La guerre d'Espagne est une nouvelle phase dans le développement de l'action moscovite en Europe. Une force armée bolcheviste existe dans beaucoup d'Etats européens. Les agents bolcheviks ont maintes fois provoqué des émeutes sanglantes dans certains pays de l'Est et du Centre de l'Europe, mais c'est la première fois que le gouvernement soviétique envoie une force armée considérable contre un Etat européen. Cette armée, rassemblée par la III^e Internationale, et directement par les agents de Moscou peut, sans aucun doute, jouer un rôle important en Europe. M. Pietro Nenni, « délégué de l'Internationale ouvrière socialiste auprès de la colonne internationale » écrivait hier encore : « Nous entrons dans une phase nouvelle de la solidarité révolutionnaire qui, aujourd'hui, prend une forme concrète en Espagne, qui la prendra demain en Italie, en Allemagne et partout ailleurs où la révolution

allumera ses foyers d'incendie. » M. J. M. qui a fait cette citation dans le *Journal de Genève* du 7 janvier 1937, ajoutait : « L'aveu est direct. Dans les rangs des rouges d'Espagne s'aguerrit aujourd'hui une petite armée internationale permanente de choc révolutionnaire, armée qui grandit chaque jour. Pour que, malgré les victoires qu'elle s'attribue quotidiennement, ses adversaires lui aient déjà pris 49 tanks russes, il faut qu'elle soit solidement armée par la Troisième Internationale. Le Kremlin est évidemment persuadé que la « colonne internationale » trouvera du travail en Europe, même après la fin de la guerre espagnole. La presse et la diplomatie soviétiques exigent que la Société des Nations défende la paix par tous les moyens, même par « opérations militaires ». M. Litvinov proposera peut-être sa « colonne internationale » à la S.D.N. pour protéger la paix par des opérations militaires contre les Etats avec lesquels l'impérialisme moscovite est en opposition sur le terrain « idéologique ».

Le renforcement de la « colonne internationale » en Espagne et le recrutement des forces bolchevistes dans toute l'Europe sont des faits d'autant plus inquiétants que l'armée rouge augmente incessamment ses effectifs et que son budget pour l'année courante arrive à un chiffre astronomique. Les moyens dont dispose le militarisme soviétique sont en vérité beaucoup plus grands encore du fait que toute l'industrie lourde et toute l'économie soviétique sont pratiquement mises au service de l'armée. L'armement formidable du gouvernement de Moscou est accompagné des clameurs de la presse bolcheviste qui prétend que les Etats « fascistes » se préparent à attaquer l'U.R.S.S. et à séparer d'elle ses parties non-russes. Le vice-président du Con-

seil des Commissaires du peuple de la république ukrainienne, M. Chelekhès, a notamment déclaré au cours de son discours au dernier congrès du comité central de l'U.R.S.S. : « L'activité militaire des Etats capitalistes hostiles à notre union s'accroît pendant ces derniers temps. Les Etats fascistes organisent un bloc en vue de la lutte contre le communisme, bloc destiné en réalité à la lutte contre l'U.R.S.S. Le plan de ce bloc fasciste envisage tout particulièrement la séparation de l'Ukraine de l'U.R.S.S. En présence de ce plan, nous acceptons l'augmentation du budget du commissariat de la guerre. » Le représentant de la Ruthénie-Blanche fit la déclaration suivante : « Nous faisons beaucoup d'efforts pour développer la défense. Il n'est pas de fabriques ni de Sovkhoz qui n'accomplissent des travaux pour la défense... » Si les orateurs qui au VII^e Congrès ont prétendu que l'armement exagéré de l'U.R.S.S. était provoqué par la conclusion d'un accord entre Etats fascistes, ils confondent sciemment les causes avec les conséquences. Les armements soviétiques démesurés sont une préparation en vue de la réalisation des vastes plans de l'impérialisme moscovite. Les rapprochements germano-japonais et germano-italien sont les conséquences du danger moscovite en Extrême-Orient, en Europe centrale et dans la Méditerranée, tout particulièrement en Espagne. Le danger moscovite est maintenant d'autant plus grand que la « brigade internationale » peut provoquer une conflagration générale au moment choisi par le Kremlin.

Il n'est pas douteux que les maîtres du Kremlin espèrent employer à brève échéance les armées déjà groupées, tout d'abord parce que la technique moderne laisse les armes vieillir très vite et qu'ensuite le front des

Etats menacés par les armements moscovites s'élargit aussi rapidement. Le temps ne travaille pas pour l'U. R. S. S., c'est pourquoi tout Etat qui veut revoir la guerre en Europe est au fond hostile au gouvernement de Moscou et au militarisme moscovite.

Les nations opprimées de l'U. R. S. S. sont attachées à la paix du fait que Moscou veut la guerre en Europe, et la veut le plus tôt possible estimant être mieux armée que les autres Puissances. L'importance de ces nations s'accroît pour ainsi dire automatiquement, selon le principe de la réciprocité. L'intervention de Moscou dans les affaires intérieures de l'Espagne, de la France, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de l'Italie, de la Finlande, etc., suscite parallèlement en Europe un surcroît d'intérêt pour les nations opprimées de l'U. R. S. S. dont l'hostilité contre le gouvernement soviétique ne cesse de se manifester. La muraille chinoise de la frontière soviétique ne saurait empêcher la collaboration des nations opprimées avec l'Europe civilisée contre l'impérialisme moscovite destructeur de la culture occidentale.

L'action des nations opprimées non-russes de l'U.R.S.S. contre Moscou répond aux intentions pacifiques de l'Europe. Les peuples constituant un front commun contre l'impérialisme moscovite préservent en quelque sorte l'Europe d'une attaque brusquée du bolchevisme. En retardant ainsi les risques d'une guerre on augmente la possibilité de résoudre par des moyens pacifiques les problèmes européens les plus difficiles et partant les plus dangereux : celui, tout d'actualité, des nations opprimées par Moscou. Les derniers événements d'Espagne et d'Europe en général ont clairement démontré que la paix européenne ne peut

être sauvegardée que par l'isolement politique complet de l'U. R. S. S. en Europe et du Kremlin en U. R. S. S. Si les Etats européens venaient à se mettre d'accord pour exiger rigoureusement du gouvernement de Moscou de respecter les principes fondamentaux du droit international par le jeu de la réciprocité, l'isolement de l'U. R. S. S. serait complet. La présence du gouvernement soviétique parmi les nations civilisées n'est possible que du fait des multiples concessions dont il est l'objet, dans le domaine économique, politique, social, etc. Si les Etats européens exigeaient solidairement et résolument de Moscou en faveur de leurs citoyens-commerçants, financiers, techniciens, journalistes, voyageurs, prêtres, etc., les mêmes droits en U.R.S.S. que ceux dont les ressortissants soviétiques jouissent en Europe, le gouvernement soviétique serait contraint de rompre les relations diplomatiques et autres établies avec les autres Etats ou de risquer son existence.

Si la Société des Nations voulait exiger que le gouvernement soviétique accomplisse non seulement théoriquement, mais aussi pratiquement ses devoirs de membre, les délégués soviétiques seraient obligés de quitter Genève immédiatement. Les représentants des nations opprimées ont maintes fois demandé la protection de la Société des Nations contre Moscou, mais la Société des Nations ne reconnaît pas les nations opprimées. Ces nations doivent donc chercher une autre voie pour se défendre contre l'oppression moscovite sur le terrain du droit international. La Société des Nations et le Bureau International du Travail ne sont pas obligés de protéger les Ukrainiens, les Georgiens, etc. mais ils sont tenus, conformément

aux statuts du Covenant de protéger les paysans et les ouvriers des nations opprimées qui sont exploités beaucoup plus cruellement que les « citoyens » moscovites ; ils sont tenus disons-nous de protéger les femmes et les enfants qui meurent de la famine parce que leurs pères et maris sont déportés dans des camps de travail forcé, de protéger les chrétiens, les musulmans, les bouddhistes, etc., qui sont privés par le gouvernement de Moscou de la possibilité de pratiquer leur culte religieux, etc. En protégeant les membres de l'une ou l'autre nation on protège la nation elle-même contre les persécutions de Moscou. On peut donc espérer que les Etats membres de la Société des Nations, menacés par le communisme, comprendront que la meilleure méthode de combattre le communisme, autrement dit l'impérialisme moscovite, c'est de protéger les nations opprimées par Moscou.

Le 22 janvier, jour de la proclamation de l'indépendance de l'Ukraine, M. Viatcheslav Prokopovitch, président du Conseil du gouvernement de la République démocratique ukrainienne en exil, a présenté au président du Conseil de la S. D. N. un mémoire sur la situation de l'Ukraine occupée par Moscou. Ce fait a trouvé son écho dans toute la presse européenne. Si la délégation moscovite auprès de la S. D. N. prétend que la situation de l'Ukraine telle qu'elle a été décrite dans ledit mémoire n'est pas exacte, la S. D. N. doit octroyer aux journalistes étrangers les mêmes droits en U. R. S. S. que ceux dont les journalistes bolcheviks jouissent en Europe et leur permettre d'aller sur place pour établir la vérité sur la situation de la population des nations opprimées de l'U.

R. S. S. Nous ajouterons que l'existence de l'esclavage ou du travail forcé sous la domination de Moscou est un fait suffisant pour exclure le gouvernement soviétique de la communauté des nations présentes à Genève. Il ne faut pas oublier que la participation de l'Abyssinie au pacte a menacé l'existence même de la S. D. N.

La lutte des nations opprimées de l'U. R. S. S. contre le communisme est une lutte contre l'impérialisme moscovite lequel se présente sous le masque du communisme, du socialisme et du « Front populaire ». Le fait de cette lutte que mènent lesdites nations opprimées, montre leur dépendance de Moscou. Les citoyens trompés par les agents de Moscou reconnaissent un peu tard le camouflage bolchévik. Mais quand les syndicalistes, les anarchistes et les socialistes espagnols ont reconnu en la personne des communistes les agents de Moscou, ils ont dirigé les canons de leurs fusils contre eux. Nous espérons que l'expérience espagnole sera utile pour les membres non communistes des « Fronts populaires » des autres Etats.

La grande mission dont ont pris charge les représentants des nations opprimées de l'U. R. S. S. est d'épargner à l'Europe l'expérience douloureuse de leurs souffrances en proclamant la vérité, à savoir que le communisme partout dirigé par Moscou, n'est rien d'autre que le masque de l'impérialisme moscovite. Le triomphe de cette vérité sera la plus grande défaite de Moscou ; il sera la voie la plus courte et la plus pacifique pour la liberté des nations opprimées de l'U. R. S. S.

DANKO.

La situation en URSS.

Tout récemment, le chef des organisations du Turkestan, M. Mustapha bey Tchokaï Oghlou, a fait une communication sur la situation en Union Soviétique et sur celle des Régions et Républiques habitées par des éléments non-russes.

Selon le conférencier, la situation en Union soviétique serait particulièrement difficile, en dépit de ce que les bolcheviks écrivent. C'est ainsi que malgré la construction de toute une série de nouveaux bâtiments de fabriques, d'usines et même de nouvelles villes, tout jusqu'à présent est en mauvais état. L'Etat a transformé la population en esclaves, privés des droits de citoyen, et le pouvoir lui-même ne se maintient que par la violence. Bien que dans la nouvelle Constitution, le parti communiste ne soit pas mentionné, il continue à rester le maître de la situation, l'organe exclusif du pouvoir dans le pays.

En ce qui concerne la situation économique, le conférencier estime que nonobstant les soi-disant succès remportés dans l'industrie et dans l'économie rurale, cette situation est des plus pénibles. D'une manière générale tout se fait à la hâte et c'est pourquoi le résultat laisse beaucoup à désirer.

Le conférencier ne manqua pas de souligner la pénible situation des peuples de la périphérie, opprimés par les Soviets. Dans toutes les régions et républiques ayant une population non-russe, le mécontentement est grand. C'est surtout la politique des nationalités adoptée par les Soviets qui indispose les allogènes, car elle n'est en quelque sorte que la continuation de l'ancienne politique du tsarisme russe.

La politique russe, la politique nationale n'a nullement changé. Tout pour la Russie : telle est la formule. C'est ainsi par exemple, et cela paraîtra au moins étrange, qu'à Bakou, centre de l'industrie du naphte, le pétrole manque dans la ville. Cela s'explique du fait que tout le naphte est exporté en Russie et qu'on ne laisse sur place qu'une infime quantité pour les besoins locaux.

Il en est de même au Turkestan où la culture du coton se fait sur une vaste échelle, au détriment de la culture du blé, ce qui met la population locale dans une complète dépendance du reste de l'Union, c'est-à-dire des provinces russes qui, elles, continuent à cultiver le blé.

Il est tout naturel que semblable politique de russification du pouvoir central provoque chez tous les peuples opprimés de l'U.R.S.S. une forte réaction. Pour ce qui est de certains côtés de la vie où la doctrine bolcheviste n'est pas prépondérante, la population non-russe ne manque pas de souligner son aversion contre tout ce qui est russe. C'est le cas pour la littérature. Actuellement, on procède à une quantité de traductions d'auteurs étrangers en langues locales. Or, fait très caractéristique, les œuvres choisies pour les traductions sont toujours celles d'écrivains étrangers, à l'exception des écrivains russes.

Cette particularité est surtout constatée au Turkestan où, ces dernières années ont paru en traduction des œuvres d'auteurs de l'Europe occidentale, tels que Shakespeare et fort peu d'auteurs russes. Cela montre jusqu'à quel point la littérature russe est impopulaire dans les milieux allogènes



et combien est grand l'intérêt que suscite en eux la littérature des pays d'occident.

Le pouvoir central n'est pas en état de combattre ces tendances ; il ne lui échappe pas que les peuples non-russes sont mécontents, aussi en dépit de l'organisation de son armée, en dépit de sa technique, de sa modernisation, Moscou ne veut point de guerre. L'idée de la possibilité d'une guerre effraie les dirigeants soviétiques et les nationalistes russes en particulier, car ils n'ignorent point qu'une guerre dans laquelle serait entraînée l'Union soviétique serait le signal d'un soulèvement

général qui conduirait fatalement à la dislocation de cette « Union » des peuples, complètement étrangers au peuple russe. Cette crainte de la guerre perce à travers la politique des bolcheviks, aussi bien dans les affaires intérieures qu'extérieures.

Très applaudi, le conférencier reçut les félicitations de nombre d'auditeurs et tout particulièrement de l'ex-ministre de Géorgie à Paris, M. I. Tchenkeli, qui remercia M. Mustapha bey Tchokaï Oghlou pour sa très intéressante conférence.

A. A.

Revue de la presse

LES MARECHAUX SOVIETIQUES

« Sous quel visage se cache le Bonaparte slave ? » se demande M. Cousteau dans *Le Journal*, et il donne la caractéristique qu'on va lire des maréchaux soviétiques :

« Le plus connu de ces militaires, leur chef hiérarchique, le maréchal Klim Vorochilov a réussi cette sorte d'exploit de parvenir au poste suprême sans avoir jamais gagné une bataille. Il correspond très exactement à la définition paradoxale qu'Anatole France donnait de Draco le Grand dans *L'Ile des Pingouins* :

Il fut plus souvent battu que les autres. C'est à cette constance dans la défaite que l'on reconnaît les grands capitaines.

Trotsky d'ailleurs, qui s'y connaissait en hommes, a sévèrement jugé Vorochilov :

Il pourrait, écrivait-il à Lénine, en pleine guerre civile, commander à la

rigueur un régiment, mais pas une armée.

Depuis, les écrivains stalinistes ont essayé de créer une flatteuse légende autour des « exploits » du généralisme. Ce n'est guère facile.

UNE FORTE TETE

Vorochilov, ancien ouvrier robinetier de Lougansk, forte tête et beau parleur, n'avait, lorsqu'éclata la révolution de 1917, d'autres titres à devenir un chef d'armée, que quelques années de prison et sa popularité parmi les prolétaires du Don.

Mobilisé dans une usine de Pétersbourg, il n'avait même pas combattu sur le front. Qu'importe ? On l'élit général et il affronte l'ennemi à Rodakov, où ses troupes sont taillées en pièces. A toute allure, il se replie sur Tsaritzine que les Bolcheviks appellent aujourd'hui — on se demande pour-

quoi — la « Verdun rouge ». Là, Vorochilov s'efforce d'organiser de son mieux la résistance.

Heureusement pour le petit robinetier, les blancs ne poussent pas leur avantage avec beaucoup de vigueur. Néanmoins, la situation empire de jour en jour. Au Kremlin, on s'affole. Trotski dépêche à Vorochilov, un général de l'ancienne armée qui, lui du moins, connaît le métier. Or, Vorochilov est doublé par un commissaire politique — un « politkom » — alors totalement inconnu mais qui déjà nourrit une haine féroce contre Trotski, Joseph Vissarionovitch Staline...

A peine le général expédié par Trotski arrive-t-il à Tsaritzine que Staline et Vorochilov le font fusiller, sans autre forme de procès, par plaisanterie, pour jouer un bon tour au ministre de la Guerre.

Et après ? Eh bien, ce qui devait arriver arrive. Tsaritzine est prise par les blancs et s'ils ne poursuivent pas leur chemin jusqu'à Moscou, c'est seulement à cause des dissensions qui éclatent entre leurs différentes factions... Mais désormais, Vorochilov, chef militaire discredité par tant de défaites, s'est fait, du moins, un ami solide, mieux qu'un ami, un complice. Il a aidé Staline à narguer Trotski. Staline fera de lui plus tard son généralissime... On imagine mal, vraiment, Vorochilov conspirant contre un homme dont la disparition entraînerait son propre effondrement.

DEUX SOLDATS DE METIER

Les autres maréchaux rouges sont tout de même moins médiocres, mais ils ne sont guère plus dangereux pour le dictateur. Yegorov, élève de l'Ecole militaire de Kazan, dont il sortit en 1905 avec le grade de lieutenant, était

colonel lorsqu'éclata la révolution. C'est un soldat de carrière rallié à la révolution par discipline. Il est docile, besogneux et plus très jeune. Il se noierait dans le Rubicon.

On pourrait presque en dire autant de Boudenny, le sabreur aux énormes moustaches, le « Dourakine » de l'état-major soviétique.

Ancien sous-officier de cavalerie deux fois « rempli », il aime le métier, le maniement d'armes, les revues de détail et les parades massives devant le Kremlin. C'est sa passion, sa vie.

Jamais, avant octobre 1917, il n'avait fait de politique et s'il a combattu dans l'armée rouge, c'est tout à fait par hasard. Il aurait pu, tout aussi bien, se couvrir de gloire sous les étendards de Wrangel et de Denikine. Car lui, du moins, il s'est vraiment couvert de gloire, mais à la manière romantique, sabre au clair. Les chevauchées de sa deuxième armée de cavalerie restent, à l'actif des Bolcheviks, les épisodes les plus brillants de la guerre civile. Seulement la subtilité stratégique du bon gros Boudenny ne dépasse pas le stade de la charge de cosaques. Et surtout l'homme n'a aucune ambition personnelle. Il est parfaitement satisfait de son sort. Il inspecte avec amour les casernes de cavalerie et il prend des leçons de danse pour n'être pas ridicule aux soirées des ambassades. Boudenny est un militaire de tout repos. Jamais il ne conspirera.

DEUX BONAPARTE MANQUES

Les deux autres maréchaux, Blücher et Toukhatchevski, seraient sans doute, en d'autres circonstances, mieux doués pour jouer les Bonaparte. Blücher est un personnage assez

mystérieux dont nul ne connaît exactement les origines. Est-ce, comme on le prétend, un ancien officier autrichien ? La chose n'a d'ailleurs qu'un intérêt épisodique. Quels que soient ses antécédents, Blücher est un homme de valeur. Il s'est imposé comme organisateur de l'armée rouge d'Extrême-Orient et il s'y est rendu indispensable, si indispensable même, qu'on ne le voit presque plus jamais à Moscou. M. Staline s'en méfie peut-être, mais l'armée d'Extrême-Orient est trop éloignée de Moscou pour pouvoir « passer à l'action » et il faudrait au moins que son chef eût remporté de récents succès militaires. Le 18 Brumaire s'expliquerait-il sans la campagne d'Italie et la bataille des Pyramides ?

Reste Toukhatchevski ... l'homme qui a laissé passer son heure. Sous-lieutenant de la garde impériale en 1914, quelques années plus tard, à 28 ans, il commandait en chef l'armée rouge et il la menait de victoires en victoires d'abord en Sibérie, arrachée à Koltchak, puis jusque dans les faubourgs de Varsovie... Si jamais un général russe a pu légitimement briguer les honneurs suprêmes, c'est bien cet homme hardi, intelligent et cultivé à qui, un moment, tout fut possible...

Mais, depuis la marche sur Varsovie, les années ont passé. Toukhatchevski a engraisé. On a oublié ses triomphes et on les oublie d'autant plus vite que depuis six mois environ les journaux russes, obéissant à un mot d'ordre, ne parlent absolument plus de lui. Or, un homme que la presse escamote est politiquement mort. M. Staline n'est peut-être pas un génie, mais il sait gouverner. Les seules célébrités qu'il tolère dans son sillage sont des gloires inoffensives...

D'ailleurs pourquoi l'armée soviéti-

que se révolterait-elle contre le dictateur ? M. Staline en a fait une caste privilégiée. Il la comble de bienfaits. Il flatte ses préjugés, ses manies. Il a établi les grades, les noms des régiments, l'éclat des parades, le prestige de l'uniforme. Dans un pays sous-alimenté, les soldats sont bien nourris et les officiers ont des autos. Enfin, au point de vue politique, les récents procès de Moscou n'ont pu que produire un excellent effet dans ces milieux militaires russes où, en dépit du marxisme officiel on demeure nationaliste, où l'on hait les « heimatlos » du type Zinoview-Kamenev, où l'on méprise les bavards et les théoriciens.

Certes, en cas de guerre, les choses changeraient, les masses paysannes mobilisées seraient tout aussi pressées qu'en 1917 de se débarrasser pour partager les terres et elles seraient soutenues par les ouvriers trotskistes, mais du moins, en temps de paix, M. Staline ne semble guère menacé par les chefs de l'armée rouge. »

**

LA SITUATION DES MINEURS EN U. R. S. S. D'APRÈS M. KLEBER LEGEAY.

M. Kléber Legeay, le militant socialiste et syndicaliste du Pas-de-Calais, poursuit dans le *Populaire* (édition du Nord et du Pas-de-Calais) la relation de son voyage en Russie soviétique. Il traite, dans son dernier article, de la vie ouvrière dans les milieux russes :

« Nous avons d'abord, écrit-il, demandé s'il y avait un salaire minimum garanti, de manière à permettre un salaire vital à chaque ouvrier ou ouvrière de la mine.

Voici les réponses que nous avons obtenues :

Il y a un salaire garanti pour un minimum de travail imposé. L'ouvrier mineur doit fournir un rendement établi et s'il le fournit il obtient le salaire promis. S'il ne fournit que 80 % du rendement fixé, il n'obtient que 80 % du salaire convenu ; de même s'il ne fournit que 70 % il n'obtient que 70 %.

Il nous était, dans de semblables conditions, impossible d'avoir une idée des salaires payés. Nous avons donc demandé des chiffres ; les voici, tels que les directeurs nous les ont donnés :

Aux mines de Gorlowka, il y a dix catégories de salaires qui varient entre 3 roubles 70 kopecks par journée de travail et 10 roubles 50.

Au directeur de Gorlowka, nous avons dit qu'il n'était pas humain de servir des salaires aussi minimes et qu'il convenait, au moins dans un régime soi-disant socialiste, d'assurer le pain égal pour tous.

Nous nous sommes attirés la réplique suivante :

Il n'est pas juste de vouloir assurer le pain en suffisance pour tous. Des inégalités sont nécessaires pour stimuler l'ardeur au travail, pour obliger les ouvriers à produire plus et à se perfectionner.

On jugera de notre surprise d'entendre en Russie, de la bouche d'un directeur communiste, un langage aussi impitoyable, langage qui ne diffère en rien de celui de maints de nos capitalistes.

L'important, avec ce taux de salaire, est de connaître le coût de la vie. Pour bénéficier du même pouvoir d'achat que les mineurs français, il faudrait que les mineurs russes gagnent un chiffre de roubles égal à celui que le mineur français gagne en francs.

Voici d'ailleurs le prix de différents objets, que nous avons relevé :

Souliers bas pour hommes, 290 roubles ; bottines pour hommes, 315 roubles ; souliers bas pour femmes, 280 roubles ; pardessus, 350 à 500 roubles ; costumes pour garçonnets, 260 roubles ; robes très simples pour dames, 294 roubles ; beurre, 16 roubles le kilo ; gras de lard, 18 roubles le kilo ; viande, selon la qualité, de 6 à 9 roubles le kilo ; pain, 1 rouble 20 le kilo ; pommes de terre, 0 rouble 40.

On se demande comment des femmes et des hommes, qui ne gagnent que de 5 à 7 roubles par jour, et les personnes chargées de famille gagnant de 10 à 12 roubles par jour, peuvent vivre, car l'allocation familiale n'existe pas.

A propos du logement des ouvriers, M. Kléber Legeay signale l'insuffisance de l'effort de construction mais aussi les conditions précaires dans lesquelles sont logés la plupart des travailleurs.

LE PACTE FRANCO-SOVIÉTIQUE

« Le pacte franco-soviétique écarte de nous nos alliés », dit M. Doriot, dans « L'Emancipation Nationale » :

L'Angleterre elle-même le considère comme dangereux. C'est un lord travailliste qui demandait l'autre jour au représentant du Foreign Office de prévenir la France que l'Angleterre ne pouvait soutenir le pacte franco-soviétique. On lui répondait qu'il en était bien ainsi. La France entraînée dans la guerre à cause de ce pacte serait lâchée par l'Angleterre. C'est dès maintenant évident.

Elle a été suivie par la Belgique dans ses réserves.

On sait les répercussions que le pacte a eues sur nos alliances de l'Europe centrale. Le système défensif ébauché

par Barthou pour l'Est européen est maintenant presque complètement détruit.

Les partisans du pacte franco-soviétique accusent l'Angleterre d'être la responsable de cet échec. Leur argument souligne une fois de plus l'isolement dans lequel cette politique nous a placés.

Le fait est que la Pologne, de plus en plus antibolchevique, à l'intérieur comme à l'extérieur, s'écarte de nous dans la mesure où nous nous rapprochons des Soviets.

La Roumanie, malgré ses difficultés intérieures, est plus antibolchevique que jamais.

Or, sans ces deux alliées, le pacte est dangereux, car militairement il ne peut nous être d'aucune aide.

C'est bien ce que sent la Tchécoslovaquie. M. Bénès, président de la République, a manifesté, à plusieurs reprises depuis quelques semaines, le désir d'une détente avec le Reich.

Dans l'impossibilité où est la Tchécoslovaquie de constituer un front définitif en Europe centrale contre l'Allemagne, elle est amenée, tout naturellement, à reconsidérer ses rapports avec elle. Nous avons toujours dit que la Tchécoslovaquie, prise entre l'aide hypothétique de la Russie et la crainte allemande, finirait par se rapprocher de l'Allemagne. Allons-nous nous laisser donner cette leçon supplémentaire par nos derniers et fidèles alliés ? Serons-nous les derniers tenants d'un pacte qui nous crée plus d'inconvénients que d'avantages ?

Or, les désavantages, ils sont connus : pacte germano-nippon, axe Berlin-Rome, bloc de l'Europe centrale. Ajoutons les fautes de notre politique espagnole qui nous feront de l'Espagne de demain une ennemie de plus.

Le bilan de toute notre politique extérieure est tragique. Nous sommes entourés d'hostilité. Nos alliés nous mesurent leur amitié et la conditionnent à la stricte défense de nos intérêts. Jamais notre isolement n'a été aussi total.

Si nous ne changeons pas notre politique — et vite — nous connaissons la guerre dans les pires conditions.

Moscou et notre faiblesse ont réussi à nous mettre dans une impasse. Il nous faut rapidement en sortir. Parler à tous nos voisins. Nous débarrasser de notre alliance encombrante avec les Russes. Débolcheviser notre pays. Voilà les conditions de notre redressement. Il est grand temps de nous y mettre.

LA FAMILLE CHEZ LES SOVIETS

« La Lutte Finale » donne ce tableau saisissant de la situation générale de la famille en Russie :

LE MARIAGE

La cérémonie ? Imaginez un couloir obscur où une foule de gens font la queue. C'est l'entrée du ZAGZ (bureau de l'état-civil). Le jeune couple y est mêlé à des gens venus pour les formalités les plus diverses. Son tour arrive ; il tend ses passeports... paie 3 roubles ; la fonctionnaire griffonne deux noms sur le registre... C'est fait !

Le mariage religieux subsiste encore en Russie dans la proportion de 1 %.

Il n'existe aucune loi qui interdit ce mariage. Mais en réalité il est extrêmement difficile. Celui qui le contracte ouvertement est dénoncé — non pour le fait de cet acte religieux — mais comme suspect, ennemi du régime. Il est exclu du parti communiste.

LE DIVORCE

La législation communiste a simplifié à l'extrême limite les formalités à accomplir pour se marier ou pour divorcer. Une simple déclaration aux fonctionnaires préposés à l'inscription de l'état-civil (Zags) suffit. Jusqu'en 1935, on ne demandait même pas les pièces d'identité et le divorce pouvait se faire par la déclaration d'un des conjoints en l'absence et même à l'insu de l'autre, avisé par après. « Chez nous, on divorce par carte-postale », dit-on en U.R.S.S.

Les mariages d'une seule nuit n'étaient pas rares dans de telles conditions. C'est ce qui a permis à des auteurs de traiter le mariage soviétique de « traite des rouges » ou de « viol réglementé ». Car c'est la femme qui supporte tout le poids des conséquences de ces mariages à courte durée. « Il n'en reste à la femme qu'une créance alimentaire le plus souvent illusoire ».

Le mariage « libre », conforme à l'idéal communiste, est une union libre. A Léninegrad, la majorité des « mariages » durent de sept jours à un mois. (« Léninegr. Pravda », 1936, N° 15.) Ce sont évidemment les femmes et les enfants qui souffrent le plus de cette situation.

Un correspondant de la « Pravda » a publié (11 août 1935) le résultat d'une enquête sur la famille ouvrière soviétique et il est arrivé à la conclusion que ce n'est que parmi les ouvriers d'un certain âge qu'on trouve des familles stables, basées sur l'amour et l'amitié.

En effet, 40 % des mères de famille ouvrières sont abandonnées par leurs maris et doivent subvenir seules aux besoins de leurs enfants.

De son côté, le journal officiel du

gouvernement, les « Izvestia » (4 juillet 1935) donne les statistiques suivantes : à Moscou, pour 100 mariages, il y avait 37 divorces en 1934 et ce chiffre montait déjà à 44 en 1935.

Les cas de divorces deux ou trois jours après le mariage, ou même le lendemain, ne sont pas rares.

Des mariages de ce genre sont souvent contractés dans le seul but d'obtenir une chambre, ce qui est difficile à Moscou. (« Izvestia », 14 juillet 1935).

Les « Izvestia » dépeignent ainsi les suites d'un pareil état de choses : « Les maris qui abandonnent leurs femmes s'en vont dans une autre ville. Les femmes doivent alors faire enregistrer le divorce pour obtenir une pension alimentaire pour les enfants ; mais elles sont obligées de courir de ville en ville à la recherche de leurs maris. Ceux-ci bien entendu se cachent pour ne pas payer les pensions d'entretien de leurs enfants qui vont bientôt grossir les bandes d'enfants abandonnés » (4 juillet 1935).

LA FEMME

La femme étant l'égale de l'homme partage les mêmes travaux, même les plus durs. Elle ne choisit pas son métier et est désignée d'office pour tel emploi. Aucun enregistrement de mariage ne garantit aux époux qu'ils ne seront pas envoyés dans des endroits différents, aux confins opposés du pays. La loi interdit tout refus de service « pour raison de famille ».

Mais il y a les privilégiés du régime ! Leurs femmes restent chez elles, sont très bien logées, ont des domestiques. Telle famille de fonctionnaires de l'Etat soviétique (pourtant de seconde importance) a trois gouvernantes pour ses enfants. Bien entendu,

elles ne sont pas admises à la table des maîtres, mais elles sortent avec les enfants, dans une luxueuse voiture. Un valet de pied se tient près du chauffeur...

Pendant ce temps-là, les malheureuses se tuent au travail.

Kléber Legay, secrétaire générale de la Fédération Française du sous-sol nous les a montrées la pioche en main au fond des mines.

La « Léninskaja Pravda » du 8 janvier 1936 nous donne quelques exemples :

« La machiniste Toniskaia, très estimée par ses chefs comme employée consciencieuse et appliquée a eu l'imprudence d'avoir eu un enfant.

« Quand elle a repris le travail, après le congé réglementaire, presque immédiatement on l'a congédiée. Motifs : on ne peut plus l'obliger à faire des heures supplémentaires et il faut lui accorder le repos supplémentaire pour nourrir.

« L'ouvrière enceinte Larine, manœuvre maçon, était obligée de porter l'eau sur une distance de plus de cent mètres.

« Les ouvrières Larine et Barsova par suite des conditions de travail trop pénible ont eu des accouchements anticipés.

« Ces faits donnent une idée de la protection de la mère en U.R.S.S. »

L'ENFANT

Les femmes ne sont pas seules à souffrir de l'application pratique de la morale communiste, qui n'a rien de commun avec « la morale bourgeoise pourrie ». Même les « Izvestia » ont compris que les principales conséquences de pareils mariages, de telles lâchetés et d'un si grand nombre de divorces retombent sur les enfants mi-

neurs qui sont entièrement délaissés. Les « Izvestia » (4 juillet 1935) assurent que 50 % des divorces soviétiques ont lieu dans des familles qui ont des enfants. Et souvent les enfants sont abandonnés. La « Pravda » (10 mai 1935) rapporte que tous les mois, à Moscou, on recueille de 80 à 90 enfants âgés de moins de trois ans. On les trouve dans les bureaux de police, dans les gares, dans les escaliers des maisons. Les « Izvestia » (26 août 1935) constatent que le nombre des enfants abandonnés augmente toujours et elles attribuent ce fait à l'insouciance des pères qui « ont oublié qu'ils doivent s'occuper de leurs enfants ».

Le nombre des enfants abandonnés ne fait que croître : de 2 millions en 1925 (d'après l'évaluation de Kroupskaïa, veuve de Lénine), ce nombre est passé aujourd'hui à 3 millions (d'après les données qu'a pu recueillir M. Wartanov dans son livre remarquable « Mes co-détenus au Guépéou »).

Pour subvenir à leurs besoins, ces enfants abandonnés n'ont d'autres ressources que le vol, le pillage, l'assassinat. Des bandes d'enfants se sont formées. Mais ce sont naturellement les communistes, la couche sociale la plus aisée de la population, qui sont surtout menacés par leurs exploits. On a donc vite promulgué des lois pour les défendre. Par celle du 7 avril 1935, les Soviets ont introduit la peine de mort même pour les enfants à partir de 12 ans, coupables de « vols, d'actes de violence, de mutilations, d'assassinats ou de tentatives d'assassinat ». Et cette loi s'applique largement. En outre, on a créé dans l'Extrême-Nord des camps spéciaux pour les enfants abandonnés où ils trouvent une mort certaine.

LA VIE DE FAMILLE

Le logement de la famille russe est réglé par l'« espace domiciliaire ».

Chaque personne a droit à six mètres carrés. L'espace domiciliaire de la même famille n'est pas toujours assuré dans la même pièce. En revanche plusieurs familles cohabitent souvent une seule chambre.

De magnifiques immeubles ont été construits pour les familles ouvrières. Ce sont ceux qu'on montre aux étrangers, mais ils sont très insuffisants. D'ailleurs, ces immeubles, tous du type « caserne » n'ont pas été construits pour la vie des familles : une file de chambres isolées, pas de cuisines privées.

Les femmes préparent leur repas de famille dans la cuisine commune de l'immeuble, ou dans ces fameux restaurants nommés « usines-cuisines » dont l'Intourist montre toujours un spécimen aux visiteurs. D'après le projet quinquennal, en 1937, dans les seules villes, 32.700.000 personnes devraient être englobées dans ce réseau de vie en commun. Mais il se produit en ce moment un revirement très net : les cantines et les restaurants d'usines ont perdu 40 à 45 % de leur clientèle. On préfère manger chez soi, n'importe quoi et n'importe comment plutôt que de s'empoisonner en commun.

TARDIF REVIREMENT

En ce qui concerne la stabilisation de la famille, dont on parle actuellement beaucoup en U.R.S.S., les réformes récentes, qu'ont-elles apporté au juste ? Si l'on examine les textes, on verra qu'il s'agit surtout de répressions sévères, décrétées contre les pères de famille ayant quitté leurs foyers et se dérochant au paiement de la pension alimentaire à leurs enfants mineurs.

Au fait, rien n'a été changé au code matrimonial soviétique.

Quant au divorce, la nouvelle loi ne le restreint pas ; il demeure ce qu'il était, c'est-à-dire unilatéral ; mais la procédure en devient plus complexe, du fait que les deux parties devront être informées du divorce et que la responsabilité des conjoints à l'égard des enfants devra être strictement établie.

La législation sur l'avortement n'a pas été modifiée ; celui-ci demeure autorisé dans les cliniques.

S'il est prématuré de parler d'une véritable stabilisation de la famille, il est indubitable qu'un nouvel esprit est en train de se former chez les dirigeants de l'U.R.S.S. Ils se rendent compte qu'un Etat vraiment sain et constructif ne peut exister sans une famille saine. Ce ne sont pas autant les lois nouvelles qui importent. Ce qui frappe, c'est la vaste publicité faite autour de ces lois, assez élémentaires en elles-mêmes. Elles sont promulguées avec grand bruit, accompagnées de commentaires détaillés. Le geste théâtral de Staline rendant officiellement visite à sa mère, démontre l'importance que le dictateur attache à la nouvelle éthique familiale.

**

L'ACCORD ANGLO-ITALIEN

La presse soviétique, dans son ensemble, critique longuement l'accord anglo-italien et montre son mécontentement, estimant que cet accord est dirigé contre l'U.R.S.S.

D'après les commentaires de la presse italienne le point central du « gentlemen's agreement » est la reconnaissance de la nécessité d'empêcher la formation d'un Etat bolchevik sur le littoral de la Méditerranée... Et l'Angleterre, proclament-ils, doit

renoncer à sa neutralité abstraite. L'allié allemand de l'Italie et sa presse, avec sa grâce habituelle, accentuent encore plus cette interprétation...

En un mot, d'après l'interprétation germano-italienne, l'accord est tout simplement dirigé contre l'U.R.S.S.

Et, en vertu de cet accord, comme l'a écrit un commentateur italien, l'Italie acquiert encore un plus grand droit qu'avant l'intervention.

Avec une telle « interprétation », la politique de l'Italie fasciste ne risque naturellement pas de s'écarter de celle de son allié allemand.

Mais, à Londres, on se frotte les yeux : « Où sommes-nous, s'y demande-t-on ? En voilà des gentlemen ! Est-ce que nous avons signé un pareil accord ? »

Et les correspondants diplomatiques des journaux amis du Foreign Office adoptent à ce sujet ce ton de mélancolie décidé qui est déjà devenu une habitude pour la diplomatie anglaise.

Mais, toutes les formules sensibles qu'ils emploient auraient pu, peut-être, toucher jusqu'aux larmes les gentlemen des bords du Tibre et de la Sprée, si on ne leur avait pas appris à se moquer au lieu de pleurer.

Ces gentlemen sont enclins à croire qu'à Londres on n'interprète peut-être pas l'accord anglo-italien trop à la lettre.

Une fois de plus, les bolcheviks se montrent mécontents d'un accord qui sera une des bases de la paix en Europe, prouvant ainsi que seuls ils restent hostiles à toute entente pour la paix.

LES IMPRESSIONS DE MOSCOU

Roland Dorgelès, dans « L'Intransigeant », rapporte ainsi ses impressions de Moscou :

Pas une mise soignée. Pas un joli

sourire. La propreté est une exception ; l'élégance serait un défi. Sans le mouvement qui l'anime, cette foule serait tragique. Heureusement, sa force éclate de toutes parts. Les trottoirs débordent, les trolleybus sont bondés. Une agitation de fourmilière dont on a écrasé le nid. Des camions passent, chargés de soldats en armes. Puis des charrettes, remplies de femmes haillonneuses vautrées sur des ballots. On dirait que ces hordes fuient devant une invasion.

Partout on pioche, on asphalté, on bâtit. Un vaste chantier grouillant de populace. La misère se gagne comme une lèpre. Les hommes l'ont passée aux murs ou les pierres aux gens. Ceux-ci semblent copiés sur un modèle unique. On pourrait les changer de peau, de nom, de loques, on ne le remarquerait pas. L'individu standard, le pauvre en série.

Cependant, tout à l'heure, à l'hôtel, on m'assurera que je me trompe. Déjà... Ceux dont le regard s'est émoussé ne remarquent plus ces choses, et, mieux encore, ils y discernent un indice de prospérité. Il y a quelques années, on n'allait pas en espadrilles : on marchait nu-pieds, on ne mangeait pas mal : on crevait de faim. Et dans ces mêmes camions, entourés de baïonnettes, on voyait s'éloigner de pauvres figures hagardes qui ne paraîtraient plus.

Ce qui m'exaspère, c'est la pensée que des centaines de milliers de travailleurs peuvent croire que les Soviétiques leur apporteraient le bonheur. Uniquement basé sur la théorie, ne tenant aucun compte des exigences immédiates, les dirigeants conduisent le pays fatalement à la ruine. Et quel qu'un l'a compris : Staline lui-même, le « génial camarade », le « guide vénéré » qui, pour sauver le régime, n'a pas

hésité à tordre le cou aux principes sacro-saints.

STALINE A RENIE TOUT CE QUE LENINE AVAIT PROMIS

Il a rétabli une sorte de petite propriété individuelle, reconnu l'héritage, l'épargne, l'intérêt de l'argent, rendu aux chefs d'entreprise leur autorité, restitué aux officiers de l'Armée rouge leurs titres et leurs galons, bref, il a renié radicalement tout ce que Lénine avait promis.

On a tendance, depuis quelque temps, à reprocher au dictateur rouge ce qu'on appelle son apostasie ; c'est un chœur auquel je me refuse de me joindre. Au contraire, je suis prêt à approuver toutes les mesures qu'il a prises, à condition qu'on reconnaisse qu'il les a empruntées aux sociétés bourgeoises et qu'il revient progressivement à ce qui s'est toujours fait.

...MAIS LE GACHIS DURE TOUJOURS

Le jour où le maréchal Vorochilov, recevant les généraux français, anglais et tchécoslovaques leur a souhaité en levant son verre : « Je bois à vos belles armées », j'ai compris que la Révolution était bien finie. Mais le gâchis dure toujours. Et la misère. Et l'oppression.

Pour excuser le nouveau régime, on nous dit qu'il avait une terrible pente à gravir, que rien n'existait avant lui. Mais c'est un mensonge ! La Russie tsariste n'était pas pauvre : c'est le peuple seul qui l'était.

Bien au contraire, les bolcheviks, en prenant le pouvoir, ont tout de suite disposé du sol le plus fertile et du sous-sol le plus riche ; ils se sont ap-

roprié non seulement la fortune publique, mais toutes les richesses privées, un nombre incalculable de milliards, et pourtant ils ne sont point arrivés à assurer au peuple un commencement de bonheur.

Sous les tsars, on se serait expliqué cette dilapidation par le tripotage : grands ducs et hauts fonctionnaires, c'était à qui volerait le plus. Mais depuis l'avènement de Lénine on n'a pas eu à signaler un seul cas de concussion. (Il est d'ailleurs à remarquer que les dictateurs sont tous matériellement honnêtes, voire scrupuleux. Staline, Hitler, Mussolini, Salazar. Ils aiment le pouvoir pour lui-même, non pour ses profits.)

BOURGEOISIE NOUVELLE

Non, aucun commissaire ne s'est empli les poches. Mais l'U.R.S.S. est sucée, grugée par des centaines de mille de bureaucrates, le plupart membres du Parti, qui forment à présent la bourgeoisie nouvelle. C'est pour les nourrir que les autres manient le marteau et la faucille.

J'ai beau chercher de quels avantages exceptionnels peut se targuer le travailleur soviétique, je n'en découvre qu'un : pouvoir appeler « camarade » l'ingénieur principal ou le chef de bureau. On n'a trouvé, pour le payer, que cette monnaie de singe. A part cela il marche en savates quand le fonctionnaire à les pieds au chaud.

Les touristes officiels racontent volontiers, en revenant de l'U.R.S.S., qu'ils se sont régalés de mouton grillé et de ragoût d'oie. Parbleu oui. On met les petits plats dans les grands quand on reçoit des étrangers au club. Mais sont-ils entrés le soir, à l'improviste, dans un de ces clapiers où six ménagères, coude à coude, devant six

réchauds à pétrole, font leur tambouille en se chamaillant ? Et encore, tout le monde n'a pas la chance de disposer d'une cuisine commune. Souvent, c'est dans la chambre même qu'il faut préparer la soupe. Ou dans le corridor. Dans la cour. Comme n'importe qui peut s'en assurer à condition d'envoyer paître les guides de l'Intourist. N'ont-ils pas observé que beaucoup d'ouvriers ne font qu'un repas par jour, au réfectoire de l'usine, chaque époux de son côté, et que le soir on se contente d'une tasse de thé avec une tranche de pain.

Moi aussi, on m'a fait visiter les logements confortables des cités ouvrières, avec lavabos et chauffage central. (Immeubles à loyer modéré de chez nous.) Mais se sont-ils informés de la qualité des occupants ? Et ont-ils visité les autres, ces bicoques sordides, ces logis de zoniers, empuantis de vidange et grouillant de punaises, où sont encaquées des familles entières ? Et ces vastes salons qu'on a découpés en chambres, avec des cloisons de planches qui n'atteignent pas le plafond ? Allez-y voir, bon Dieu ! Il n'y a pas de tourniquet à la porte.

Derrière les quelques milliers de favorisés, méritants ou non, travailleurs de choix ou bavards professionnels qui se font photographier sur les plages de Crimée ou dans les maisons de repos en train de jouer aux échecs, il y en a des millions, des dizaines de millions d'autres qui vivent dans la crotte et ne mangent pas à leur faim.

Voilà ce que les badauds ignorent. Le cinéma de propagande ne le leur montre pas.

J'en étais arrivé à un tel degré d'irritation que j'en devenais injuste. Les bienfaits même me paraissent odieux.

QUELQUES BIENFAITS

En U.R.S.S., par exemple, l'ouvrier intelligent peut, tout en exerçant son métier, poursuivre ses études, s'arracher à sa condition. (Comme si, remarquons-le au passage, son sort de prolétaire n'était qu'un pis-aller.)

De ce côté, progrès indiscutable. La culture ne doit pas être l'apanage d'une classe. Mais que dire des cours professionnels imposés aux autres travailleurs ? A quoi bon obliger des manœuvres dont le poil grisonne à acquérir un « minimum technique » dont ils n'ont nul besoin et à passer des examens comme des marmots ? Croit-on que la réforme serait bien accueillie par la classe ouvrière si demain on l'appliquait chez Citroën ou chez Renault ?

Un soir, ce sont ces cours faits par le personnel de maîtrise, le lendemain des « sobraniés » organisés par le Parti, la direction ou le syndicat. Même ceux qui n'en auraient aucune envie doivent prendre part à des débats interminables sur le plan, la constitution, l'organisation du travail. Sans oublier les leçons de « Polit-Grammat », cette grammaire politique qui est devenue l'abécédaire du moujik. Et pas moyen de s'y soustraire : les noms sont relevés à l'entrée. Il semblerait qu'on s'ingénie à occuper tous les instants du travailleur pour l'empêcher de se recueillir. Il faut respirer, manger, penser ensemble. Surtout penser.

L'illettré, j'y reviens, peut donc s'instruire à l'école « normale » (toutes les grandes usines ont la leur) puis entrer à l'école « combinée », et s'il est reçu à tous les concours il lui sera possible d'accéder à l'enseignement supérieur. Mais que valent des ingénieurs, des médecins, des magistrats si tardivement formés ? L'industrie soviétique souffre de cette médiocrité

des cadres, surtout depuis que les Allemands sont repartis. On en ressent à tout instant les fâcheuses conséquences. Encore cet été quand Moscou, pendant quinze jours, se trouva privé de gaz, les ingénieurs n'ayant jamais songé à faire nettoyer certains organes indispensables.

Pour arranger les choses, plusieurs des techniciens fautifs ont été envoyés en disgrâce dans des usines d'Asie. Des ouvriers également. Et aucun ne s'est plaint : ils s'attendaient à pire. Un ingénieur de l'aéronautique eut naguère moins de chance. Il avait mo-

difié à son idée le gouvernail d'un avion militaire prêt pour les essais et l'appareil s'écrasa, tuant les occupants. Alors, histoire de lui apprendre son métier, on le condamna à mort.

En dehors de leurs écoles, les grandes entreprises offrent certains avantages dont la propagande fait grand cas. Des bureaux juridiques, des infirmeries, des crèches. Mais des crèches « payantes », cela on ne le dit pas, trop chères pour les pauvres et trop petites pour recevoir le dixième des bébés.

CHRONIQUE

CAUCASE DU NORD

Les tendances nationalistes dans le Caucase du Nord continuent à se développer ; elles pénètrent même dans les hautes sphères de l'appareil du parti. Vraisemblablement, les accusations portées par les autorités soviétiques contre les « nationalistes bourgeois » nord-caucasiens, membres le plus souvent du parti communiste, sont quelque peu fondées.

Une caractéristique générale de l'activité des « nationalistes bourgeois » nord-caucasiens nous est donnée par le deuxième secrétaire du Comité régional du parti communiste-bolchevik, certain Riabokon, dans le journal régional « Severo-Kavkazski bolchevik » du 25 septembre dernier. Il écrit :

« Les contre-révolutionnaires trotskistes-zinovievistes, avant-garde des ennemis de notre parti et du pays, ont fait cause commune avec les nationalistes bourgeois. Actuellement, en nous

basant sur toute une série de faits, nous pouvons démontrer la collusion qui existe entre les bandits du camp trotskiste-zinovieviste et ceux du camp bourgeois nationaliste. En voici un témoignage : Au cours de la vérification et de l'échange des cartes du parti, et en connexion avec le procès du centre terroriste Trotski-Zinoviev, nous avons exclu du parti en Ossétie, Tabalov Petka, secrétaire du Comité régional de la rive droite, et Bidgaev Sadullah, ancien secrétaire du district d'Alaghir montagneux. »

Voici ce que dit à ce sujet Riabokon :

« Tout cela n'est pas l'effet du hasard. Pour nous, il est parfaitement clair qu'au sein de l'organisation du parti de l'Ossétie du Nord, depuis une dizaine d'années se constituait une organisation contre-révolutionnaire bourgeoise-nationaliste, à la tête de laquelle se trouvait le bandit connu, Mansou-

rov. Ce même Mansourov groupa autour de lui tout un ensemble de gens qui mirent la main sur l'appareil de parti. Se trouvant ainsi au centre même de cet appareil, ils se mirent à travailler contre notre parti. »

Riabokon passe ensuite au Daghestan :

« Le Daghestan, dit-il, doit aussi retenir toute l'attention du Comité régional du parti et de toute l'organisation de parti du Nord du Caucase. Tout laisse supposer qu'au Daghestan, les bandits trotskistes-zinovievistes ont fusionné avec les éléments bourgeois-nationalistes. Une vigilance décuplée est nécessaire, aussi bien qu'un travail incessant pour démasquer cette union jusqu'au bout. Nous devons faire preuve de cette vigilance tout particulière par rapport à l'organisation de parti du Daghestan, du fait encore que le Comité de parti, ses sections, ont manifesté en leur temps une tendance libérale pourrie à l'égard des ennemis du parti. Ces ennemis avaient non seulement pris position au sein du Comité urbain de Makhatch-Kala et du Comité provincial du Daghestan, mais encore, ils occupaient des postes de commandement où ils remplissaient des fonctions importantes du parti. »

La ville de Grozny n'inquiète pas moins le camarade Riabokon ; il dit :

« Grozny, centre le plus important de notre pays, doit aussi retenir notre attention. J'ai déjà signalé un événement qui nous oblige à une vigilance de tout instant dans ce coin de notre pays. »

Ainsi, le « nnationalisme bourgeois » continue à se développer parmi ce qu'on appelle « nationaux-communistes », éléments qui apparaissent comme étant les principaux ennemis du régime dirigeant.

Assez surprenante est la caractéris-

tique donnée dans ce rapport de Riabokon, sur le communiste nord-caucasien Mansourov. Si l'on s'en rapporte aux journaux soviétiques, Mansourov fut accusé, il y a quelques années, de « malfaçon », relevé de ses fonctions de président du Comité provincial d'Ossétie et exilé dans le Nord russe.

Dans un article paru dans le journal « Rastdzinad » du 27 septembre 1936, sous le titre « Extirper la clique contre-révolutionnaire de Mansourov », l'auteur, un certain Kaïtykti, signale l'étroit contact qui existe entre Mansourov et ses partisans et le communiste ingouche Idris Zazigov, fusillé à Moscou en 1932. Mais l'histoire de la terreur antifasciste organisée par les nationaux-communistes ne s'arrête pas à l'activité de Manrourov et de Zazigov, ainsi qu'on peut le voir dans l'article du secrétaire du Comité provincial du Caucase du Nord du parti communiste-bolchevik, Evdokimov, paru dans la « Pravda » du 26 août 1936 ; il écrit :

« Les succès obtenus par notre pays dans le domaine de la collectivisation, voire même dans les lointains districts montagneux, rendent plus actifs nos ennemis de classe. On en trouve la preuve, principalement en pays tcherkesse, où une vaste organisation terroriste bourgeoise-nationaliste a été découverte, et dont les membres étaient en même temps des travailleurs des organisations provinciales. »

Il convient de remarquer que cette révélation est encore une « surprise » attendu que jusqu'à présent, rien n'a été publié dans la presse soviétique en ce qui concerne la découverte, en Tcherkessie, d'organisation terroriste-nationale où seraient impliqués des dirigeants responsables du parti.

Ainsi, dans l'ardeur de la campagne de presse et orale provoquée par le récent procès de Moscou, les chefs bol-

cheviks laissent apparaître des faits qui jusqu'à présent avaient été soigneusement cachés.

En passe de franchise, la presse soviétique fournit des faits encore plus récents : D'après la « Daghestanskaïa Pravda » du 2 septembre 1936, un groupe terroriste a été découvert à Khassav-Yourt ; à sa tête se trouvait l'ancien secrétaire du district de Khasav-Yourt, Mamacha Chahmourzaev.

De ce qui précède l'on peut voir que

la communisation du Caucase du Nord au cours de ces vingt années d'existence du pouvoir soviétique se trouve encore à l'état embryonnaire.

Une constatation analogue peut être observée en Transcaucasie et dans tous les territoires allogènes de l'Union soviétique, en Ukraine, au Turkestan, en Crimée, etc. Sous ce rapport, la situation dans les districts de la République nord-caucasienne ne constitue pas une exception.

UKRAINE

L'ANNIVERSAIRE DE LA PROCLAMATION DE L'INDEPENDANCE DE L'UKRAINE

Le 22 janvier dernier l'émigration ukrainienne a célébré dans le monde entier le jour anniversaire de la proclamation de l'indépendance de l'Ukraine et de la proclamation de la République Démocratique Ukrainienne (22 janvier 1918). D'émouvantes cérémonies ont eu lieu à Paris, à Berlin, à Varsovie, à Rome, à Prague, à Bucarest et dans les moindres agglomérations d'émigrés ukrainiens en Europe, dans le Nouveau Monde et en Extrême-Orient (à Shanghaï et en Mandchourie).

Un Te Deum solennel a été célébré à Paris, en l'Eglise ukrainienne, en présence des représentants qualifiés de la colonie ukrainienne et des représentants du Caucase et du Turkestan. L'Union des organisations des émigrés ukrainiens en France et l'Union des anciens combattants de l'Armée de la République Démocratique Ukrainienne en France ont organisé le 24 janvier une réception pour la colonie et pour ses amis étrangers.

A Berlin, les organisations ukrainiennes ont offert le 21 janvier, une

grande réception à la colonie ukrainienne et à ses invités étrangers. Parmi les invités se trouvaient des personnalités allemandes très en vue.

Le jour de la proclamation de l'indépendance de l'Ukraine, le 22 janvier, les principaux journaux allemands, le « Volkischer Beobachter » et « Der Angriff », ont donné des articles consacrés à cet événement et à la cause ukrainienne. Ces articles ont produit une très grande impression sur l'opinion ukrainienne.

L'UKRAINE EST MENACEE PAR LA FAMINE

Selon les « Visti » de Kiev du 9 janvier 1937, le Plenum du Comité central du Parti communiste de l'Ukraine, analysant les résultats de la campagne agricole en Ukraine en 1936, a constaté beaucoup de fautes dans l'exécution du plan.

Les principales sont les suivantes :

- 1° Insuffisance du labourage et lentement des ensemencements ;
- 2° Insuffisance du triage des semences ;
- 3° Insuffisance du ramassage et de l'emploi des engrais locaux ;
- 4° Incapacité de choisir un système de culture pour les différentes régions ;

5° Très faible rendement des tracteurs dans beaucoup de régions ;

6° Incapacité de gérer les finances des fermes collectives ;

7° Faible rendement dans les fermes collectives de toutes les régions de l'Ukraine, etc., etc.

Si l'on ajoute à ces constatations du Comité central du Parti communiste de l'Ukraine le fait que le gouvernement bolchéviek n'a pas encore publié, jusqu'à ce jour, le chiffre global de la récolte de 1936, on peut supposer à bon droit qu'elle est mauvaise et que les bolchéviks ne veulent pas avouer qu'il règne une disette partielle en Ukraine.

D'autre part, le gouvernement de l'Ukraine soviétique a reconnu que 4.723 fermes collectives d'Ukraine ont eu leur récolte anéantie par la sécheresse et qu'elles avaient besoin d'une aide urgente en nature. Cette aide aurait déjà commencé le 1er octobre 1936.

En outre, 8.036 fermes collectives, à cause de la mauvaise récolte, ont vu leurs impôts en nature remis ; 4.000 fermes collectives ont été complètement libérées des impôts et 6.000 ont vu leurs impôts diminuer de 40 % à 60 %.

LE MANQUE DE SOULIERS EN UKRAINE SOVIETIQUE

D'après les « Visti » de Kiev, du 30 décembre 1936, la production des sou-

liers en Ukraine soviétique atteindra en 1937 le chiffre de 25.000.000 de paires.

Si l'on compte qu'il y a environ 25.000.000 d'adultes en Ukraine, on arrive à une moyenne d'une paire de souliers par an pour une personne en 1937.

Le journal ne dit pas combien on a fabriqué de souliers en 1936. Il ajoute simplement, que depuis trois ans, on n'a pas fabriqué de souliers pour les enfants.

A L'ACADEMIE DES SCIENCES, ELLE-MEME, POURTANT DIX FOIS EPUREE, ON DECOUVRE DES COMLOTS DE NATIONALISTES UKRAINIENS

Les « Visti » de Kiev du 29 décembre 1936, donnent le compte rendu de la séance du 28 décembre 1936 de l'Académie des Sciences de l'Ukraine et du discours prononcé par le président de cette institution, le Professeur Bohomoletz, qui a certifié, entre autres qu'à l'Académie même, déjà dix fois épurée, on a pourtant découvert des nationalistes ukrainiens : « On a découvert, a-t-il dit, jusque dans notre Académie quelques malfaiteurs. Bien entendu, on les a chassés de l'Académie, et ils auront la punition qu'ils méritent ».

Erratum. Dans le précédent numéro (122) de *Prométhée*, p. 32, sous le titre « Georgica » il est imprimé : « Journal

des étudiants géorgiens et caucasiens » ; il faut lire : « Journal des études géorgiennes et caucasiennes. »

E5114E
1937

ՀԱՅԿԱՅԻՆ
ԳՐԱԴԱՐԱՆ

Éditions et Imprimerie
Rapide de la Presse
4-5, rue Saulnier, Paris

5-432